

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WINCKELMANS

584 avenue de Dunkerque
59160 Lille

Références : Winckelmans_Lille_RAPVI_0007001180
Code AIOT : 0007001180

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement WINCKELMANS implanté 584, avenue de Dunkerque B.P. 147 59000 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2024 de la DREAL Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WINCKELMANS
- 584, avenue de Dunkerque B.P. 147 59000 Lille
- Code AIOT : 0007001180
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WINCKELMANS exploite une usine de fabrication de produits céramiques (carrelages) à Lomme depuis 1894. Le site est situé sur la partie Est de la commune dans une zone urbanisée très dense. Il occupe une superficie de 35 860 m² (surface comprenant deux terrains de part et d'autre de l'avenue de Dunkerque), les bâtiments et les surfaces couvertes représentant 31 490m². Le site est soumis à autorisation pour la rubrique n°2523 (fabrication de produits céramiques et réfractaires) et à déclaration pour les rubriques 2515 (broyage concassage), 2516 (station de transit de produit minéraux) et 2910 (Combustion). Son fonctionnement est encadré par un arrêté d'autorisation du 14 décembre 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2001, article 20.5	Demande d'action corrective	2 mois
2	rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 17/08/2016, article 14	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	rejet atmosphérique – VLE	Arrêté Préfectoral du 17/08/2016, article 14.2	Sans objet
4	rejet atmosphérique – contrôles et surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/08/2016, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures des émissions sonores réalisées par l'exploitant ont mis en évidence une non-conformité au niveau des émergences en période nocturne. L'exploitant est en recherche de la source de ces émissions afin de pouvoir la traiter et revenir à une situation conforme. Pour cela, il doit cartographier les différentes sources et les chemins de propagation du bruit.

En effet, la propagation des ondes sonores dans l'atmosphère est un phénomène complexe qui peut être affecté par toute une série d'éléments comme par exemple la topographie du terrain, la nature du sol ou les caractéristiques atmosphériques. Lors de l'interaction avec un obstacle, une partie des ondes est réfléchiée par l'obstacle après avoir été modifiée par les caractéristiques de sa surface. Ainsi, la réflexion peut être totale sur une surface réfléchissante parfaitement lisse (béton

lisse par exemple), ou bien partielle sur une surface absorbante et/ou rugueuse. La partie réfléchie peut interagir avec la partie non réfléchie (onde directe) pour donner lieu à des phénomènes d'interférences.

Les ondes sonores peuvent également être affectée par le phénomène de diffraction. Ce phénomène se traduit par une réémission de l'onde incidente dans de nombreuses directions à partir de la discontinuité. Ce phénomène est très courant en acoustique extérieure et se produit par exemple en présence du sommet ou des bords d'un mur, d'un écran acoustique, des arêtes d'un bâtiment (murs, toiture...), d'irrégularités de terrain marquées (sommet d'un talus, butte...). La recherche et le traitement de la source des émissions doit prendre en compte ces phénomènes d'interférence et de diffraction.

Concernant les rejets atmosphériques, suite aux contrôles non-conformes, l'exploitant a réalisé des travaux permettant d'améliorer le traitement de ses rejets et de revenir à une situation conforme pour le rejet des ateliers. Le dernier rapport de mesure réalisé au niveau du conduit 1, zone de combustion, doit encore être communiqué à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2001, article 20.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 2 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.
Constats : L'Inspection a consulté le rapport APAVE 134425177-001-1. Les mesures des émissions sonores ont été réalisées du 17 au 18 septembre 2024. Le point 1 se situe au sud du site, de l'autre coté de l'avenue de Dunkerque, à proximité d'une zone de stockage de l'entreprise. Le point 2 se situe rue Winckelmans. Le point 3 rue Vieille, et le point 4 rue Gustave Jolivet. Le point masqué se situe dans le coude de la rue Wulvérick. Seuls les points 3 et 4 sont concernés par la mesure de l'émergence. Le jour, celle-ci est conforme ou fortement impactée par la circulation. En période nocturne, le point 4 est non conforme. Les niveaux de bruit en limite de propriété sont conformes ou impactés fortement par la circulation. L'exploitant a fait part à l'inspection d'une plainte d'un riverain au nord-ouest du site, en haut de la rue Gustave Jolivet. Lors de la visite du site, et notamment des abords extérieurs, l'inspection a constaté que le bruit de l'usine est imperceptible au niveau de l'avenue de Dunkerque, rue Winckelmans et rue Vieille. Au niveau de la rue Gustave Jolivet, dans sa partie nord, le bruit de l'usine est perceptible. Ce bruit s'atténue en descendant vers le sud où il est couvert par le bruit du poste de détente gaz au niveau des deux maisons imbriquées dans le site. Au delà de ce poste gaz, le bruit du site n'est plus perceptible.

<p>La visite intérieure a permis de constater que les ateliers se situant au nord-est du site sont du stockage. Le four et les presses se trouvent au centre du site. Questionné sur l'ouverture des différentes portes qui séparent les ateliers, l'exploitant a indiqué qu'il allait évaluer l'impact de la fermeture de ces portes sur les émissions nocturnes de son établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de pouvoir s'affranchir de la circulation routière, l'exploitant étudiera la modification du point masqué, afin que celui-ci soit plus représentatif de l'ambiance sonore entourant le site.</p> <p>Le point étant impacté très fortement par la circulation routière et non représentatif des émissions sonores du site, l'inspection propose à l'exploitant de le déplacer rue Gustave Jolivet. Cette modification permettra de mieux mesurer le bruit émis par le site et de discriminer l'origine de celui-ci.</p> <p>Par ailleurs, afin d'identifier l'origine des émissions et en particulier nocturnes, l'exploitant mettra en place un plan d'action. Ce plan d'action comprendra a minima des mesures en période nocturne, à différents moment de la nuit et selon différents mode de fonctionnement du site ainsi que des mesures organisationnelles simples. A l'issue de cette recherche des sources des émissions sonores, l'exploitant devra proposer et mettre en place les mesures permettant de revenir à une situation conforme.</p> <p>L'exploitant communiquera à l'Inspection son plan d'action sous 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : rejet atmosphérique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2016, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : - à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents, - à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.</p> <p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou</p>

d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non-conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Constats :

L'exploitant indique avoir fait des travaux importants sur les installations de traitement des rejets :

- sur le conduit 1 : mise en place de calorifugeage et remplacement des parties corrodées;
- sur le dépoussiéreur 4 : suppression de bras mort issus de la réduction du parc machine, mise en place de trappes de regard afin de détecter d'éventuels bouchons.

Il indique que la maintenance lourde a été renforcée. Elle est réalisée 2 fois par an, en août et en décembre.

L'ensemble des travaux évoqués est tracé dans le registre de suivi des installations de traitement des rejets.

Le nouveau responsable qualité, sécurité environnement explique être en cours de mise à jour du système qualité, avec, notamment, la rédaction du plan de surveillance des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit formaliser les consignes d'exploitation qui doivent comporter les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien. Ces consignes doivent contenir a minima la fréquence de contrôle de fonctionnement à chaque poste, la fréquence de vidange des bacs de récupération, la fréquence de remplacement des filtres, les opérations de maintenance interne et leur fréquence, que ce soit pour le conduit 4 ou le conduit 1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : rejet atmosphérique – VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2016, article 14.2

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

-à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides

-à une teneur en O₂ ou CO₂ de 18 %.

Concentrations en mg/Nm ³ moyenne journalière	Conduit 1 Four de cuisson zone cuisson	Conduits 2 et 3 Four de cuisson zone séchoir et refroidissement	Conduit 4 Rejet atelier
	Gaz naturel	Gaz naturel	-
Poussières	10	5	30
SO ₂	500	35	-
NOX en équivalent NO ₂	250	100	-
Chlorures en équivalent HCl	30	-	-
Fluorures en équivalent HF	5	-	-
Silice	1	-	-
Sb+Cr+Co+Sn+Mn+N i+V+Zn	0.02	-	-

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions

contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures . »

Constats :

L'exploitant a communiqué le rapport de contrôle DEKRA N°D93387062201R001 du 8/8/2022 pour les rejets 1, 2, 3 et 4. L'ensemble des paramètres contrôlés pour les conduits 2 et 3 sont conformes.

Pour le conduit 1, la concentration de la somme des métaux est supérieure à la VLE. L'exploitant précise que cette non-conformité était due à la corrosion anormale des conduits de rejets. Ceux-ci ont été remplacés et calorifugés.

L'exploitant a indiqué avoir réalisé une nouvelle mesure de ces effluents en septembre 2024. Les résultats ne lui ont pas encore été communiqués.

Concernant le conduit 4, la concentration en poussières était supérieure à la VLE.

L'exploitant a indiqué avoir procédé à des travaux sur la chaîne d'aspiration. Un nouveau contrôle des rejets a été réalisé le 8 février 2023, rapport DEKRA N°E17721072301R001(M01). La concentration moyenne mesurée est inférieure à la VLE. Pour ce dernier contrôle, il est spécifié que l'atelier presse et un broyeur sont en fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à l'inspection dès réception le rapport de mesure des effluents atmosphériques du conduit 1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : rejet atmosphérique – contrôles et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2016, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, contrôles et surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement) à une mesure des différents paramètres décrits à l'article 14.2 selon les fréquences reprises dans le tableau ci-dessous.

Cette mesure est effectuée sur une durée voisine d'une demi-heure, dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Paramètres	Fréquence	Méthode de mesure		

		mesure		
	Conduit 1	Conduit 2 et 3	Conduit 4	
Vitesse et débit volume	Tous les deux ans	Tous les 6 ans	Tous les deux ans	ISO 10780
Poussières	Tous les deux ans	Tous les 6 ans	Tous les deux ans	NF X 44052 et NF EN 13284-1
SO ₂	Tous les deux ans	Tous les 6 ans	Tous les deux ans	NF EN 14791
NO _x	Tous les deux ans	Tous les 6 ans	Tous les deux ans	NF EN 14792
HC1 gazeux	Tous les deux ans	-	Tous les deux ans	NF EN 1911-1-2-3
HF gaz vésicules et particules	Tous les deux ans	-	Tous les deux ans	NF X 43304
Silice	Tous les deux ans	-	Tous les deux ans	-
Sb+Cr+Co+Sn+Mn+Ni+V+Zn	Tous les deux ans	-	Tous les deux ans	NF EN 14385

L'exploitant fait procéder à l'analyse des rejets des conduits 2 et 3 dans l'année de la parution du présent arrêté. Cette analyse reprendra l'ensemble des paramètres réglementés pour la zone de cuisson du four (conduit 1). Si cette analyse ne met pas en évidence la présence de HCl, HF, silice et métaux, les analyses suivantes reprendront uniquement les paramètres repris dans le tableau de l'article 16. »

Constats :

L'exploitant a procédé aux mesures sur le conduit 1 en 2022 et en 2024. La fréquence est respectée.

Les mesures sur les conduits 2 et 3 ont été réalisées en 2022 sur l'ensemble des paramètres réglementés pour le conduit 1. Le prochain contrôle devra être réalisé en 2030. Il ne portera que sur les paramètres poussières, SO₂ et NO_x.

L'exploitant a procédé à la mesure des poussières sur le conduit 4 en 2022 et en 2023. La fréquence de contrôle est respectée. La prochaine mesure devra avoir lieu en février 2025.

Type de suites proposées : Sans suite